

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 22/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOTRENOR

Route d'Harnes
62710 Courrières

Références : 211-2025
Code AIOT : 0007000951

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement SOTRENOR implanté Route d'Harnes 62710 Courrières. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été annoncée le lundi 07 avril 2025 matin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.Georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'incendie en façade de four d'incinération intervenu le vendredi 04 avril 2025, en début de soirée.

Cette visite d'inspection a été menée pour apporter les premiers éléments relatifs aux circonstances, à la gestion et aux conséquences de cet incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTRENOR
- Route d'Harnes 62710 Courrières
- Code AIOT : 0007000951
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le centre de Courrières est spécialisé dans le traitement et la valorisation des déchets industriels dangereux (liquides, pâteux, solides ou pulvérulents). Les activités se répartissent entre les unités suivantes:

- le laboratoire (identification et orientation des déchets dans les filières adaptées)
- l'unité de broyage des déchets solides (capacité 48 460 t/an)
- la ligne d'incinération (capacité 140 000 t/an)
- les unités de traitement de la filière froide (station physico-chimique biologique de traitement des eaux, évapo-condensation de déchets aqueux, distillation des bas points éclair, centrifugation des mélanges eau/hydrocarbure)
- l'unité de déconditionnement / reconditionnement (TRP) des déchets conditionnés admis sur le site (capacité 25 000 t/an).

Le site est localisé route d'Harnes à Courrières. Il occupe une superficie de 10,8ha sur les sections AX (parcelle 222) et AS (parcelles 261, 263 et 265) de la commune de Courrières, en zone UJ du PLU.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'établissement SOTRENOR de Courrières est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 1er septembre 2005.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles. Parmi les rubriques «3000» qui concernent les installations ou équipements visés à l'annexe de la directive, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3520-b (incinération de déchets dangereux avec une capacité de 480 t/j).

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées aux rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4330 et 4511 (rubriques d'assimilation des déchets présents sur le site). L'arrêté complémentaire du 21 octobre 2019 a actualisé la liste des installations autorisées sur le site et donné acte de la mise à jour de l'étude de dangers. La notice de réexamen de l'étude de dangers a été transmise au Préfet le 13/02/2023.

Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 18/01/2021.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Les faits, circonstances et causes	AP Complémentaire du 21/10/2019, article 2.5.2	Sans objet
2	Effets sur les personnes, l'environnement	AP Complémentaire du 21/10/2019, article 2.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	t et le matériel.		
3	Observations de l'Inspection et suites envisagées.	AP Complémentaire du 21/10/2019, article 2.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de l'incendie survenu le 04/04/2025 au niveau du four d'incinération, il ressort de la visite que :

- l'arrivée rapide des pompiers a conduit à une extinction efficace de l'incendie;
- l'exploitant a mis en sécurité l'établissement rapidement;
- les eaux d'extinction ont été confinées et transférées en cuve de déchets BPCI (Bas Pouvoir Calorifique) en vue d'être incinérées;
- l'information de l'administration a été correctement réalisée;
- l'exploitant a établi un arbre des causes.

Nous rappelons à l'exploitant l'obligation de transmettre à l'Inspection un rapport d'accident, répondant aux dispositions de l'article 2.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2019. Ce rapport précis et complet devra, en particulier, expliquer les raisons de la propagation aussi rapide de l'incendie aux niveaux inférieurs, indiquer les mesures prises pour éviter un tel accident et envisager des évolutions du système d'extinction.

En outre, l'Inspection formule 2 demandes auxquelles l'exploitant devra répondre dans un délai de 3 mois:

- modifier l'annuaire des appels externes du Plan d'Opération Interne;
- faire évoluer la procédure "incinération spéciale" pour y intégrer les situations exceptionnelles pouvant nécessiter une intervention sur flexible ou lance d'injection en cours d'incinération ISP (dispositions telles que rinçage, ...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Les faits, circonstances et causes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2019, article 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [Le rapport] précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

La préfecture du Pas-de-Calais a contacté le n° téléphonique d'astreinte de la DREAL Hauts-de-France à 19h26 pour un incendie en cours sur le site Sotrenor. Elle avait été informée par la directrice de l'établissement, qui avait essayé préalablement de joindre l'Inspection. **Voir demande n°1**

Jointe par téléphone à 19h35, la directrice nous indique qu'un feu a été détecté par dispositif de détection et visuellement à 18h47 en façade de four d'incinération. Celui-ci s'est développé très vite et les pompiers ont été immédiatement appelés (18h48). Après leur arrivée très rapide (19h00), les pompiers ont recours à la mousse.

Chronologie des faits :

D'après les indications fournies par l'exploitant :

- 18h35 : l'un des deux opérateurs présents sur l'installation constate la présence d'une flaque sur la dalle béton en rez-de-chaussée de l'atelier du four d'incinération et un goutte-à-goutte.
- 18h38 : Après recherche, il constate que son origine est une fuite au niveau du raccordement de l'arrivée du flexible alimentant la lance ISP (incinération spéciale) du deuxième étage en façade four. Le déchet incinéré porte le code européen 190208*. Il s'agit d'un solvant à haut pouvoir calorifique contenant principalement du méthyltriméthoxysilane (à hauteur de 50%) dont le point d'éclair est de - 6 °C et du méthanol (35%) dont le point d'éclair est de + 10 °C (cf fiche composition du déchet en annexe 1). L'opérateur demande au chef de quart l'arrêt de l'ISP3 situé dans l'un des ateliers ISP voisins (lieux où sont mis en place les récipients (GRV, conteneurs ou citernes) pour être connectés à l'une des lances ISP directement placés sur le pourtour du four d'incinération, aucun mélange préalable n'est opéré). Suite à l'arrêt, il y a fermeture de la vanne de sortie de panoplie et purge de la panoplie en amont du flexible et de la lance.
- 18h46 : afin de pouvoir procéder au remplacement du joint à l'origine de la fuite, l'autre opérateur débranche le flexible de la lance ISP laissée dans son fourreau en faisant attention de le tenir vers le haut. Du déchet enflammé sort de la lance côté façade. Surpris, l'opérateur lâche le flexible dont le déchet solvanté s'écoule et s'embrase. L'un des opérateurs indique avoir tiré l'autre opérateur pour l'évacuer du brasier formé immédiatement en provenance des étages inférieurs.
- 18h48 : appel des pompiers par le chef de quart, qui arrête l'ensemble de l'alimentation en déchets de la ligne d'incinération.
- 19h00 : arrivée des pompiers sur site, reconnaissance, Camion opérationnel à 19h13.
- 19h12 : vérification des coupures des énergies (disjoncteurs ouverts sur four, ...)
- mise en sécurité générale de l'établissement (fermeture des portes coupe-feu fosses, déclenchement mousse dans les fosses par précaution, fermeture vannes gaz à l'atelier, ...)
- 19h15-20 : feu éteint, suivi du refroidissement des gaines, zones chaudes
- 20h30 : rangement du matériel pompiers et 21h24, départ des pompiers
- 21h37: fermeture des ouvrants d'accès au site

- vers 23h : pompage des eaux d'extinction façade four ; 4m3 mis en cuve de BPCI pour incinération
- mise en place d'éclairage provisoire, surveillance feu couvant, température des installations jusqu'au lendemain matin

Chaque lance ISP est composée d'une double enveloppe : le tube intérieur contient le déchet, le tube extérieur de l'air sous pression (Cf photo en annexe 2). Le mélange des deux se fait dans une tête d'injection en bout de lance placée directement dans le four.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1: Le numéro de téléphone de l'Unité Départementale de l'Artois visé dans le POI (version mai 2023) est obsolète. Il convient de le mettre à jour et d'ajouter le numéro du standard (03 21 63 69 00).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Effets sur les personnes, l'environnement et le matériel.

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2019, article 2.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

[Le rapport] précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

- sur le plan humain :

Les deux opérateurs ayant intervenu n'ont subi aucune atteinte physique, malgré les faits exposés ci-dessus. Le groupe Véolia met en place une cellule de crise avec un accompagnement psychologique possible.

- sur le plan environnemental :

* les fumées résultant de l'incendie ont été dégagées à l'extérieur du bâtiment. A notre connaissance, la population voisine n'a pas fait part d'inquiétude ou de plainte.

* les pompiers ont consommé 240 litres d'émulseur sans PFAS de leur fourniture et Sotrenor a consommé 200 litres d'émulseur avec PFAS. Les 4 m3 d'eaux d'extinction avec mousse pompés le jour de l'incendie ainsi que les 140 m3 pompés dans le bassin de confinement U22 ont été transférés en cuve de déchets BPCI en vue d'être incinérés.

- sur le plan matériel :

* Les dégâts concernent principalement l'instrumentation et les câbles électriques. La remise en état va nécessiter beaucoup de recherches liées aux problèmes de repérage (des portions complètes de chemin de câbles ont brûlées) et à la vérification du bon fonctionnement des cartes électroniques.

* Les portions des lignes ISP en matière plastique présentes à proximité de la façade du four ont fondu.

* Le groupe d'injection des déchets solides en partie supérieure du four doit également être remis

en état.

Cet incendie entraîne une indisponibilité de l'incinération d'au moins un mois.

Les unités de traitement de la filière froide, telles que la station physico-chimique biologique de traitement des eaux et la centrifugation des mélanges eau/hydrocarbure fonctionnent.

La société Sotrenor étudie actuellement les solutions palliatives (pour les gros volumes: ré-orientation des clients vers les autres sites du groupe Véolia tels que Limay, Le Havre, etc.. voire vers des "confrères", pour les petits volumes et faibles tonnages des collecteurs locaux: regroupement, compactage (emballage), reconditionnement puis envoi vers les autres sites).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Observations de l'Inspection et suites envisagées.

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2019, article 2.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident, ou sur demande de l'inspection, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'arbre des causes transmis figure en annexe 3 au présent rapport. Il semble pertinent à l'Inspection.

Il en ressort qu'à la suite d'un changement de joint fuyard entre le flexible et la lance d'injection vers le four, du solvant très inflammable présent dans le flexible et le tube de la lance ISP a été déversé en tête de four.

La procédure « Incinération spéciale » version I de 10/2024 prévoit, au point 1.5 relatif à l'arrêt, le rinçage complet de la ligne avant l'isolement de la lance ISP.

La procédure ne prévoit pas d'intervention sur flexible ou lance ISP en cours d'exploitation. Ainsi les risques associés n'étaient pas identifiés.

Dans le cas présent, le débranchement du flexible pour remplacement du joint fuyard s'est fait sans rinçage, conduisant à la présence d'un reste du déchet très inflammable dans le tube de la lance ISP et le flexible. **Voir Demande n°2.** Plus généralement, l'exploitant doit renforcer sa démarche d'identification des situations à risques dans le cadre la définition de ses procédures d'exploitation, ainsi que par les opérateurs au moment d'intervenir.

L'inspection s'interroge sur les raisons de la propagation aussi rapide de l'incendie aux niveaux inférieurs.

Un rapport d'accident est attendu. Ce rapport précis et complet devra, en particulier, expliquer les raisons de la propagation aussi rapide de l'incendie aux niveaux inférieurs, indiquer les mesures prises pour éviter un tel accident et envisager des évolutions du système d'extinction. **Voir demande n°3**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2: Il conviendra de faire évoluer la procédure pour y intégrer les situations exceptionnelles pouvant nécessiter une intervention sur flexible ou lance d'injection en cours d'incinération ISP (dispositions telles que rinçage, ...).

Demande n°3: En préalable, en terme de retours d'expériences, l'exploitant précisera si des incidents comparables se sont produits par le passé.

Nous rappelons à l'exploitant l'obligation de nous transmettre un rapport d'accident, répondant aux dispositions sus-mentionnées de l'article 2.5.2. Ce rapport précis et complet devra, en particulier, expliquer les raisons de la propagation aussi rapide de l'incendie aux niveaux inférieurs, indiquer les mesures prises pour éviter un tel accident et envisager des évolutions du système d'extinction.

Une cotation de l'accident sur l'échelle européenne des accidents devra être réalisée notamment au regard des dommages matériels et de ses conséquences économiques (https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2024/07/Echelle_europeenne_simplifiee_MAJ2024.pdf)

Type de suites proposées : Sans suite